

Conférence annuelle 2025 des collectivités publiques partenaire de la FGC
23 septembre 2025

Financement des projets en Amérique latine, Argumentaire

Aline Helg, historienne de l'Amérique latine, Université de Genève

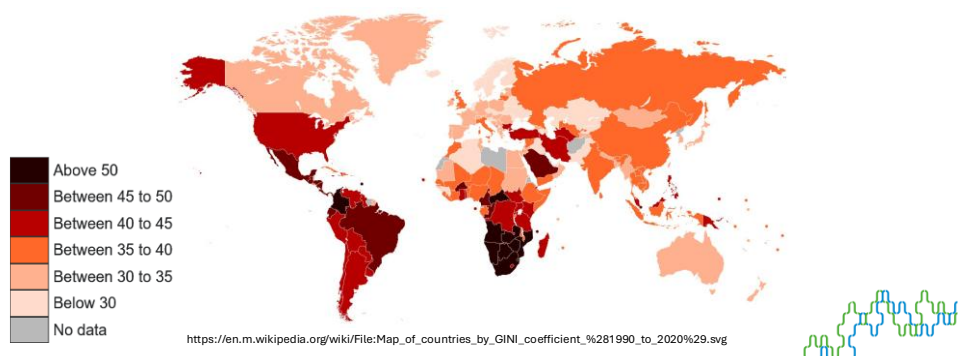
Les responsables de la FGC m'ont demandé de brièvement apporter mon regard « académique » sur leur argumentaire en faveur de l'Amérique latine, qui est mon terrain de recherches historiques depuis la fin des années 1970, quand la FGC y était déjà impliquée depuis douze ans !

Avant tout, je crois important de **souligner ce qui distingue l'Amérique latine** des autres régions dans lesquelles la FGC a des projets, et donc pourquoi il est vital, pour les populations bénéficiaires, qu'elle les poursuive. Certes, l'Amérique latine montre des signes de sortir du « sous-développement » au niveau macro-économique, mais ces signes sont fragiles et trompeurs : ils cachent le fait que cette **région reste depuis des décennies la plus inégalitaire au monde** et qu'elle abrite toujours des millions de personnes qui vivent dans **l'extrême pauvreté**, soit à un niveau de privation si grave que leur survie et leur dignité humaine sont menacées, en particulier parmi les femmes, les populations rurales, autochtones et afrodescendantes.

Simultanément, depuis une quinzaine d'années, **les très riches** ne cessent de s'enrichir, surtout au Brésil et au Mexique. Entre janvier et juin 2025, la fortune des milliardaires latino-américains a augmenté à un rythme douze fois supérieur à celui du PIB de la région pendant toute l'année 2024. Pendant ce temps, la moitié la plus pauvre de la population ne voit toujours aucune amélioration de ses conditions de vie.

La région la plus inégalitaire du monde

Carte mondiale des coefficients de GINI par pays
D'après les données de la Banque mondiale et d'autres sources couvrant la période de 1990 à 2020



Cette inégalité est flagrante sur cette carte qui montre les **Coefficients GINI** ou la distribution des richesses dans le monde. Ce coefficient varie entre zéro--la situation d'égalité parfaite (chaque citoyen est exactement aussi riche que son voisin), et 100-- la situation d'inégalité parfaite (un citoyen possède toutes les richesses, les autres aucune). Ici, plus la couleur du pays est foncée, plus la distribution des richesses y est inégale. Comme vous pouvez l'observer, toute l'Amérique latine est foncée, avec un coefficient supérieur à 40. La Colombie, avec 54, est le pays le plus inégal, suivi par le Brésil, avec 52, suivent l'Equateur, le Mexique et l'Amérique centrale. L'Uruguay est le moins inégal, avec un coefficient de 41.¹

Selon OXFAM, dans la région, **les 1 % les plus riches accumulent plus de 40 %** de la richesse totale. À l'inverse, **les 50 % les plus pauvres détiennent à peine 1 % de la richesse** totale. Du côté des revenus, ce n'est pas mieux : pour chaque tranche de 100 dollars de revenus, les plus riches paient environ 20 dollars d'impôts, tandis que les 50 % les plus pauvres contribuent deux fois plus.

En réalité, ces **inégalités sont structurelles et remontent à la période coloniale**, au point que la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) y dénonce la reproduction, depuis le 16^e siècle, d'une **culture du privilège**. Et comme je suis historienne, je ferai un bref retour en arrière.

Rappelons l'extrême **violence de la colonisation** par les Espagnols et les Portugais, souvent exercée par le viol des femmes. Chute de plus de 90% des populations amérindiennes entre 1500 et 1600. Déportation et mise en esclavage de plus de 12 millions d'Africains entre 1500 et 1866, dont presque la moitié au Brésil, d'abord pour remplacer les Amérindiens exterminés, puis pour développer les plantations et les mines. En fait, jusqu'en 1820, les colons européens sont quatre fois moins nombreux que les Africains esclavisés à arriver en Amérique latine. Résultat : Les blancs, portugais et espagnols, sont très minoritaires et concentrés dans les villes. Parmi eux, les nobles accaparent tous les pouvoirs, les revenus et la fortune--en terres, en esclaves, en argent.

Lorsque l'Amérique latine gagne **l'indépendance dans les années 1820**, la structure socioéconomique ne change pas : hiérarchie socioraciale, extractivisme, grandes haciendas, esclavage, accaparement des terres des Amérindiens. Cette structure est encore renforcée entre **1870 et 1930**, quand les gouvernants latino-américains s'inspirent du racisme et du colonialisme de l'Europe en Afrique et en Asie pour leurs politiques à l'égard de leurs propres populations non blanches : Etat oligarchique, subvention de l'immigration européenne pour, littéralement, « blanchir » la nation, dépossession des paysans sans titres fonciers,

¹ Suisse : 33 (2021)

marginalisation des Afrodescendants à peine libérés de l'esclavage, « conquête » militaire brutale des territoires des peuples autochtones.

C'est seulement dans les **années 1930**, pour juguler l'impact désastreux de la Grande Dépression, que les élites tentent de forger une nation en glorifiant le métissage et en lançant des politiques sociales qu'elles poursuivent durant la seconde guerre mondiale. Mais ensuite la **Guerre Froide** sous l'égide des Etats-Unis, bien accueillie par ces mêmes élites, met brutalement fin aux tentatives de construction nationale. Dès lors, les inégalités ne cessent de croître, de nombreux pays sont régis par des **dictatures** militaires jusqu'aux années 1980.

La **fin de la Guerre Froide** favorise l'établissement de **régimes démocratiques**, mais de nouveau, **sans aucune redistribution des cartes**. Au contraire, face aux crises financières, l'Amérique latine accepte les réformes néolibérales dictées par la Banque mondiale,² qui atrophient le rôle socioéconomique de l'Etat et renforcent encore plus les héritages de l'ère coloniale.

Cela malgré des mobilisations populaires croissantes : paysans, peuples autochtones, afrodescendants, femmes, jeunes demandent des politiques inclusives. Sous leur pression, la quasi-totalité des pays latino-américains adoptent de **nouvelles constitutions** égalitaires et multiethniques et reconnaissent les droits des peuples autochtones sur leurs terres ancestrales.³ Mais ces réformes **légal**es ne sont pas toujours appliquées et ne s'attaquent **ni à la structure** des inégalités socioéconomiques, **ni à la culture du privilège**.⁴

Car depuis des décennies, ces **privilèges sont ancrés dans des systèmes fiscaux régressifs** : en Amérique latine la moitié des recettes fiscales de l'Etat provient des impôts indirects sur les biens et les services, qui taxent chaque personne au même taux, sans considération pour ses revenus, et parmi eux, **la TVA⁵ à elle seule rapporte 29 % du total**. Tandis que les recettes provenant de **l'impôt sur le revenu** des personnes physiques, un impôt **progressif** qui augmente à mesure que les revenus croissent, ne rapporte que 9 % des recettes fiscales, soit trois fois moins que la TVA !

Concrètement, alors que la majorité de la population latino-américaine est trop pauvre pour payer des impôts sur le revenu, elle est proportionnellement surtaxée chaque fois qu'elle achète la moindre chose ou paie pour un service.

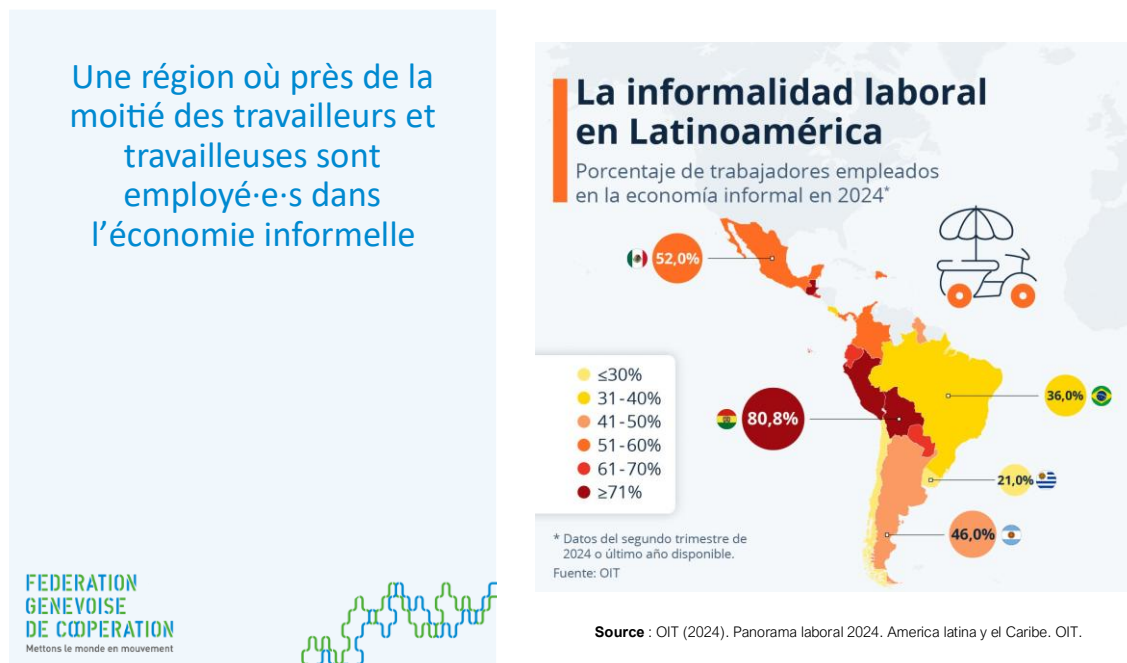
² (consensus de Washington),

³ (Convention 169 de l'OIT)

⁴ Répartition des **richesses** : Comme en Suisse, en 2024 en Amérique latine, les 1 % les plus riches accumulent plus de 40 % de la richesse ou fortune totale. Mais les 50 % les plus pauvres ne détiennent qu'à peine 1 % de la richesse totale, alors qu'en Suisse, c'est le 4%.

⁵ (entre 13 et 21% selon le pays)

A cela s'ajoute des **exonérations fiscales** pour les secteurs aux mains des plus riches, tels que l'agro-industrie, le tourisme et l'exploitation minière, peu ou pas d'impôts sur les successions⁶—et une perception déficiente des impôts. Toute cette accumulation de **privilèges fiscaux** pour les plus riches réduit les recettes fiscales et limite la capacité de l'État à mettre en œuvre des politiques publiques qui bénéficieraient à l'ensemble de la population.



Enfin, quelques mots sur la **structure de l'emploi**. Comme en Afrique et en Asie, en Amérique latine près de la moitié des travailleurs et travailleuses sont employé-es dans **l'économie informelle**--sans contrats, sans protection sociale, sans aucune assurance. Ils vivent dans une **précarité extrême**, qui a éclaté au grand jour pendant la pandémie du Covid, quand des secteurs entiers de la société se sont retrouvés sans rien. Une crise dont beaucoup de latino-américains tentent toujours de se relever.

Ce n'est pas tout. Au-delà des revenus, de la richesse, de la fiscalité, de l'emploi, **il existe d'énormes disparités** en matière de propriété foncière, d'éducation, de santé et d'opportunités, qui s'entremêlent et s'accumulent au fil des générations. Ces disparités commencent dès la petite enfance, quand les enfants soumis à l'extrême pauvreté connaissent la malnutrition, le manque de soins élémentaires et d'accès à l'éducation, et sont confrontés à l'insécurité et à la violence.

Et ces chiffres sont globaux, pour toute l'Amérique latine et les Caraïbes. Ils ne montrent pas les **profondes différences** entre pays et à l'intérieur de chaque pays : des communautés

⁶ Latin America is the region with the highest volume of inherited wealth in the world, yet just nine countries in the region tax inheritance, gifts and estates. (OXFAM, L'ART DE PRENDRE SANS ENTREPRENDRE)

rurales, des districts dont l'ensemble de la population vit à la limite de survie, avec moins que les 2 dollars 15 par personne et par jour censés les mettre au-dessus de l'extrême pauvreté.

Alors cela ne signifie pas qu'en Amérique latine **l'Etat** ne fait rien pour aider ces millions de pauvres et d'extrêmement pauvres. Il existe des programmes d'aide sociale, mais ils sont en général insuffisants pour permettre aux bénéficiaires de passer de l'extrême pauvreté à la pauvreté, et ils sont loin d'atteindre toute la population qui en a un besoin urgent.

Bien sûr, **les projets de la FGC** ne vont pas résoudre ces problèmes séculaires. Mais ils se focalisent sur les plus vulnérables, ils favorisent des actions à long terme, comme l'éducation, la formation professionnelle, l'amélioration des conditions de vie de communautés rurales, la diffusion de pratiques agricoles durables visant à l'autosuffisance alimentaire et la préservation du milieu, la consolidation de cultures et savoirs traditionnels. Je ne vais pas en faire le catalogue, et vous aurez des exemples concrets dans les ateliers qui suivront. Mais je voudrais souligner un **dénominateur commun**, essentiel à mon sens : La FGC soutient les projets de ses organisations membres, qui elles-mêmes collaborent avec des partenaires de terrain issus de la société civile bénéficiaire. C'est tout ce tissu social formé de longue date, toute l'expertise et les échanges qu'il représente qu'il s'agit de continuer à soutenir.

Sources

Bielschowsky, Ricardo et Miguel Torres (eds.), *Desarrollo e igualdad: el pensamiento de la CEPAL en su séptimo decenio. Textos seleccionados del período 2008-2018*, Colección 70 años, N° 1 (LC/PUB.2018/7-P), Santiago, Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), 2018.

CEPAL, *Panorama Social de América Latina y el Caribe, 2024: desafíos de la protección social no contributiva para avanzar hacia el desarrollo social inclusivo*. 31 déc. 2024.

<https://repositorio.cepal.org/entities/publication/ac937689-036f-468f-8114-34d2d32abfcf>

Coefficients GINI: voir <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI>

Contreras, Valentina et Francisco H. G. Ferreira, "The two cycles of inequality reproduction in Latin America." 5 mars 2025. London School of Economics, International Inequalities Institute, <https://blogs.lse.ac.uk/inequalities/2025/03/05/the-two-cycles-of-inequality-reproduction-in-latin-america/>

Helg, Aline. "Democracia racial, mestizaje y cultura del privilegio en la historia de América Latina." In *Color, raza y racialización en América y el Caribe*, edited by Consuelo Naranjo Orovio and Miguel Ángel Puig-Samper. Madrid: Catarata, 2022, pp. 168-198.

OXFAM, *L'art de prendre sans entreprendre : L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme*. 2025. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2025-01/French%20-%20Davos%20Full%20Report%202025.pdf>